

ARRÊTÉ – 2025– 713

DAJ–Ju – Infrastructures – Projet de réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics – Déclaration de projet – Ouverture et organisation d'une enquête publique environnementale

La Présidente de Rennes Métropole,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.122-1 et suivants, L.123-1 et suivants et L.126-1 ;

Vu la demande de déclaration de projet relative au projet de réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics, en date du 10 mars 2025 ;

Vu les pièces du dossier de demande de déclaration de projet ;

Vu l'étude d'impact du projet sur l'environnement ;

Vu l'information, en date du 22 mai 2025, selon laquelle la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) de Bretagne n'a pas émis d'avis sur le projet ;

Vu les avis des conseils municipaux des communes de Saint-Grégoire, de Rennes et de Vezin-le-Coquet, en date du 19 mai 2025 ;

Vu l'information, en date du 21 mai 2025, selon laquelle la commune de Cesson-Sévigné n'a pas émis d'avis sur le projet ;

Vu la décision n° E25000070/35 du Président du Tribunal Administratif de Rennes en date du 2 avril 2025, désignant Mme Marie-Isabelle PÉRAIS en qualité de commissaire enquêtrice ;

Vu l'arrêté métropolitain n° 2024-1090 en date du 1^{er} octobre 2024 portant délégation de fonction à Mme Emmanuelle ROUSSET, 14^{ème} Vice-Présidente déléguée notamment à l'administration générale ;

Arrête :

Article 1 : Objet de l'enquête

En application des dispositions de l'article L. 123-1 du code de l'environnement, une procédure d'enquête publique environnementale est organisée sur le projet de réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics, porté par Rennes Métropole.

Ce projet de bus à haut niveau de service, dont la mise en œuvre est prévue à échéance 2027 pour la T2 et 2029 pour la T1, permettra d'adapter l'espace public au profit des mobilités. Il fait partie d'un ensemble d'actions prévues au Plan de Déplacements Urbains de Rennes Métropole, approuvé en 2020.

Article 2 : Durée de l'enquête

L'enquête publique relative au projet de réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics sera organisée sur le territoire de Rennes Métropole pendant 31 jours consécutifs, **du lundi 30 juin (9h00) au mercredi 30 juillet 2025 (16h00)**.

Article 3 : Composition du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête comportera notamment l'étude d'impact du projet de réalisation des lignes de trambus T1 et T2, la notice réglementaire de présentation de ce projet et de justification de son intérêt général et les avis des communes de Saint-Grégoire, de Rennes et de Vezin-le-Coquet.

Article 4 : Désignation du commissaire enquêteur

Par décision susvisée du Président du Tribunal administratif de Rennes, Mme Marie-Isabelle Pérais a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice.

Article 5 : Modalités de consultation du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête sera consultable du lundi 30 juin (9h00) au mercredi 30 juillet 2025 (16h00) :

- **Sur support papier**, aux lieux et horaires suivants :
 - À l'accueil de l'Hôtel de Rennes Métropole, siège de l'enquête situé au 4 avenue Henri Fréville, à Rennes (métro ligne a – station Clémenceau), aux jours et heures d'ouverture au public de ce lieu (8h30 – 17h00, à l'exception du lundi 30 juin, à compter de 9h) ;
 - À la Mairie annexe de Cesson-Sévigné, située Place de la Chalotais à Cesson-Sévigné, aux jours et heures d'ouverture au public de ce lieu (8h30-12h et 13h-17h15 – fermée le mardi matin et le vendredi à 16h) ;
 - À la Mairie de Saint-Grégoire, située rue de Chateaubriand à Saint-Grégoire, aux jours et heures d'ouverture au public de ce lieu (9h-12h30 et 13h30-17h30) ;
 - À la Mairie de Vezin-le-Coquet, située 8 rue de Rennes à Vezin-le-Coquet, aux jours et heures d'ouverture au public de ce lieu (9h30-12h et 14h-17h30 – fermée le lundi matin et le jeudi après-midi) ;
- **Sur un poste informatique** mis à disposition au siège de l'enquête, qui permettra au public d'accéder à la version numérique du dossier d'enquête.
- **Sur le registre dématérialisé sécurisé** accessible, soit depuis le site internet de Rennes Métropole (<http://metropole.rennes.fr/>), soit directement à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6341>, soit depuis le poste informatique précité.

Dès la publication du présent arrêté, tout personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à l'adresse suivante : Hôtel de Rennes Métropole – Direction des affaires juridiques / Service juridique, 4 avenue Henri Fréville, CS 93111, 35031 Rennes Cedex.

Article 6 : Permanences de la commissaire enquêtrice

La commissaire enquêtrice se tiendra à la disposition du public lors de **permanences en présentiel** :

- Au "Point info" de l'Hôtel de Rennes Métropole, situé 4 avenue Henri Fréville, à Rennes (métro ligne a – station Clémenceau), aux dates et horaires suivants :
 - Lundi 30 juin, de 9h00 à 12h00 ;
 - Jeudi 10 juillet, de 16h00 à 19h00 ;
 - Mercredi 30 juillet, de 12h30 à 16h00.
- À la Mairie annexe de Cesson-Sévigné, située Place de la Chalotais, le vendredi 4 juillet, de 9h00 à 12h00.
- À la Mairie de Saint-Grégoire, située rue de Chateaubriand, le mercredi 16 juillet, de 14h00 à 17h00.
- À la Mairie de Vezin-le-Coquet, située 8 rue de Rennes, le jeudi 24 juillet, de 9h00 à 12h30.

La commissaire enquêtrice se tiendra également à disposition du public lors d'une **permanence téléphonique** organisée le jeudi 10 juillet, de 15h00 à 16h00, au numéro suivant : 02.23.62.10.10. (puis demander à être mis en contact avec la commissaire).

Article 7 : Informations complémentaires

Des informations complémentaires relatives au projet de réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics pourront être demandées auprès de Monsieur Fabrice Coquet de la Direction de l'espace public et des infrastructures de Rennes Métropole / Service Conduite d'opérations, à l'adresse mail suivante : dei-cop@rennesmetropole.fr, ou par courrier à l'adresse suivante : Rennes Métropole – Direction Espaces Publics et des Infrastructures – 4 avenue Henri Fréville – CS 20723 – 35207 Rennes Cedex.

Article 8 : Observations et propositions du public

Le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- **Par voie postale, en adressant un courrier** à l'adresse suivante : Hôtel de Rennes Métropole – Direction des Affaires Juridiques – 4 avenue Henri Fréville, CS 93111, 35031 Rennes Cedex – Accompagnée de la mention : "A l'attention de Madame la commissaire enquêtrice – Projet d'opération de réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics".
- **Par voie électronique, en adressant un courriel** à l'adresse suivante : enquete-publique-6341@registre-dematerialise.fr, accompagné de la mention : "À l'attention de Madame la commissaire enquêtrice – Projet de réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics", **ou directement sur le registre dématérialisé sécurisé**, accessible à l'adresse suivante <https://www.registre-dematerialise.fr/6341>.
- **Par écrit, sur les registres d'enquête papiers**, établis sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la commissaire enquêtrice, tenus à la disposition du public aux horaires d'ouverture au public du siège et des lieux d'enquête mentionnés à l'article 5.

- **Directement auprès de la commissaire enquêtrice, lors de ses permanences en présentiel** à l'Hôtel de Rennes Métropole et dans les communes de Cesson-Sévigné, Saint-Grégoire et Vezin-le-Coquet **ou téléphonique**, mentionnées à l'article 6.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par la commissaire enquêtrice seront consultables à l'Hôtel de Rennes Métropole, siège de l'enquête, aux horaires d'ouverture au public mentionnés à l'article 5. Celles transmises par voie électronique seront consultables par tous sur le registre dématérialisé. Enfin, toutes ces observations et propositions du public seront également communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l'enquête.

Les observations et propositions du public réceptionnées après la date de clôture de l'enquête (mercredi 30 juillet 2025, 16h00) ne pourront pas être prises en considération par la commissaire enquêtrice.

Article 9 : Clôture de l'enquête

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront mis à disposition de la commissaire enquêtrice et clos par elle.

Après réception de ces registres et des documents annexés, la commissaire enquêtrice rencontrera, sous huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignés dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 10 : Rapport et conclusions d'enquête

Sauf demande de délai supplémentaire, la commissaire enquêtrice établira, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies. Elle consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont "favorables", "favorables sous réserves" ou "défavorables" au projet.

Article 11 : Transmission du rapport et des conclusions de l'enquête

La Présidente de Rennes Métropole conservera les exemplaires du dossier d'enquête déposés au siège et dans les lieux d'enquête, accompagnés des registres et pièces annexées remis par la commissaire enquêtrice, avec le rapport et les conclusions motivées. Elle adressera simultanément une copie de ces deux derniers au président du Tribunal Administratif de Rennes.

Dès réception, la Présidente de Rennes Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions au responsable du projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées sera également déposée à l'Hôtel de Rennes Métropole, ainsi qu'à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à dater de la clôture d'enquête. Ces documents seront également publiés pendant un an sur le site internet suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/6341>.

Article 12 : Décisions prises au terme de l'enquête

La première décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure d'enquête sera une délibération du conseil métropolitain de Rennes Métropole portant approbation, ou refus d'approbation, de la déclaration de projet relative à la réalisation des lignes de trambus T1 et T2 et de requalification des espaces publics, prévue à l'article L.126-1 du code de l'environnement.

Postérieurement à la délivrance de cette première autorisation, d'autres décisions ou autorisations nécessaires à la réalisation de ce projet pourraient intervenir :

- La délivrance, par les communes concernées, d'autorisations de construire (permis de démolir, de construire, d'aménager ou déclaration préalable) se rapportant aux constructions et aménagements liées au projet, le cas échéant après avis ou accord de l'Architecte des bâtiments de France ;
- La délivrance, par le Préfet d'Ille-et-Vilaine, d'autorisations d'abattage d'arbres d'alignements, en application de l'article L.350-3 du code de l'environnement ;

Article 13 : Publicité de l'enquête

L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement sera porté à la connaissance du public dans les conditions suivantes :

- **Par affichage** : à l'Hôtel de Rennes Métropole et dans les Hôtels de Ville des communes de Rennes, Cesson-Sévigné, Saint-Grégoire et Vezin-le-Coquet, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.
Dans les mêmes conditions de délai et de durée et, sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procèdera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, désignés par Rennes Métropole.
- **Par mise en ligne** : sur le site internet de Rennes Métropole (<http://metropole.rennes.fr/>) et sur le site du registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6341>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.
- **Par publication presse** : l'avis sera inséré en caractère apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département d'Ille-et-Vilaine. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et, au cours de l'enquête, pour la deuxième insertion.

Article 14 : Exécution

La Présidente de Rennes Métropole, la Vice-présidente déléguée à l'administration générale, la Directrice Générale des Services de Rennes Métropole et les maires des communes de Cesson-Sévigné, Rennes, Saint-Grégoire et Vezin-le-Coquet sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Préfet d'Ille-et-Vilaine, au Président du tribunal Administratif de Rennes

et à la commissaire enquêtrice. Le présent arrêté sera également publié sur le site metropole.rennes.fr.

À Rennes, le

Notifié le :

Notifié à :

Pour la Présidente,
La 14^{ème} Vice-Présidente, déléguée
aux ressources humaines, au
dialogue social et à l'administration
générale
Emmanuelle ROUSSET